Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, dans "Al Riyad" du 12 avril 2015, sur les relations franco-saoudiennes, la situation en Syrie, le nucléaire iranien, le conflit israélo-palestinien, la lutte contre le terrorisme et sur le dérèglement climatique.

2015-04-12

- Arabie Saoudite - Relations bilatérales - Yémen

Q - Monsieur Fabius, vous visitez l'Arabie Saoudite en une période critique, quelle est la nature de votre visite et quelles sont les personnalités que vous rencontrerez ?

R - Ma visite confirmera aux responsables saoudiens notre partenariat et notre amitié. J'aurai l'honneur d'avoir des entretiens avec Sa Majesté le Roi Salman, le Prince héritier Muqrin, le vice-Prince héritier et ministre de l'intérieur Mohamed Ben Nayef, ainsi que le ministre de la défense, le Prince Mohamed Ben Salman. Je rencontrerai bien sûr longuement mon homologue et ami, le Prince Saoud Al Fayçal, avec lequel je suis en contact permanent.

Tous les sujets régionaux seront évoqués, de l'Iran au Yémen en passant par la Syrie, la Palestine, l'Irak et la lutte contre le terrorisme. Nous échangerons avec la confiance qui caractérise notre relation.

Je viens aussi à Riyad pour renforcer notre partenariat économique. Lors de sa visite d'État à Riyad il y a un peu plus d'un an, le président Hollande et Sa majesté feu le Roi Abdallah sont convenus que je serai plus particulièrement chargé de ce partenariat.

La visite du Roi Salman en septembre dernier a été l'occasion d'en rappeler l'importance. Je m'emploie à le concrétiser par des initiatives et des investissements bénéfiques à nos deux pays. J'aborderai cette question avec tous mes interlocuteurs, et notamment le Prince Mohamed Ben Salman qui préside le Conseil du développement économique et social, et bien sûr, le ministre des finances, Ibrahim Al Assaf. Je m'entretiendrai également avec M. Hashem Yamani, président de la KACARE, avec lequel nous évoquerons la coopération dans le domaine du nucléaire civil dans lequel la France peut apporter une expertise reconnue à l'Arabie saoudite.

Enfin, comme vous le savez, la France accueillera à la fin de l'année la Conférence mondiale sur le climat, la COP21, que je présiderai. Je rencontrerai M. Al-Naïmy, ministre du pétrole, le Prince Abdulaziz Ben Salman, le vice-ministre du pétrole ainsi que le négociateur saoudien pour préparer avec eux cette échéance cruciale pour l'avenir de la planète.

(...)

Q - A propos de la coopération avec l'Arabie dans l'opération «Tempête décisive», quel a été le soutien apporté aux forces de la coalition arabe contre les rebelles Houthis ?

R - Après avoir pris Sanaa et dissous le Parlement, les Houthis ont essayé de renverser le président Hadi et de prendre militairement le contrôle d'Aden. Le président légitime, M. Hadi, a demandé dans l'urgence une intervention pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de son pays : c'est ce que la coalition a fait, conformément au droit international. La France se tient aux côtés de ses partenaires de la région, afin de restaurer la stabilité et l'unité du Yémen.

Q - Lors de la visite du Roi Salman Ben Abdulaziz en France en septembre dernier, des accords dans de nombreux domaines ont été conclus, et précisément dans le domaine de la défense. Pensez-vous qu'il y a aura prochainement des signatures d'accords pour le renforcement des capacités militaires saoudiennes par des équipements et armes français ?

R - Il existe une tradition ancienne et vivace de coopération entre nos deux pays dans ce domaine. Des projets ont été finalisés, d'autres sont en cours de négociation. Les besoins de l'Arabie sont importants, l'expertise ainsi que la qualité des produits français sont reconnues. Je suis donc optimiste.

(...)

Q - Le Royaume et la France souhaitent développer une coopération en matière d'énergie nucléaire civile. Alors que le Royaume vient de signer un accord avec la Corée, pourquoi l'accord entre les parties française et saoudienne semble porter sur le long terme ?

R - La France a été le premier pays à signer en 2011 avec le Royaume un accord bilatéral sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles. Depuis la ratification de cet accord, nous entretenons une coopération intense, tant avec les autorités saoudiennes - grâce à la mise en place de la commission mixte nucléaire qui vient de tenir sa deuxième session -, qu'avec l'industrie saoudienne susceptible de participer au programme de construction des réacteurs. Ces actions couvrent l'ensemble des domaines, depuis le cadre réglementaire jusqu'à la gestion des déchets, en passant par la formation ou l'accueil de stagiaires en France.

L'énergie fait partie des domaines historiques de coopération entre la France et l'Arabie, et nous souhaitons étendre cette coopération aux énergies nucléaire et renouvelables, sans oublier l'efficacité énergétique. La France dispose d'une longue expérience de plus de 40 ans dans le nucléaire avec 58 réacteurs en exploitation, ce qui fait d'EDF le premier opérateur mondial. Nous souhaitons partager cette expérience et devenir le partenaire de l'Arabie saoudite pour la construction du premier réacteur de puissance, selon les meilleurs standards mondiaux de sûreté et de sécurité, et pour accompagner l'Arabie saoudite sur le long terme dans la mise en œuvre de son programme nucléaire civil.

Q - Vous êtes en charge des affaires étrangères mais également du développement international, pourriez-vous nous indiquer quelles sont vos priorités avec l'Arabie Saoudite ?

R - La priorité de la France avec l'Arabie saoudite est de renforcer notre partenariat pour favoriser le développement économique et social de nos deux pays, qui ont des économies complémentaires.

2014 a représenté une nouvelle année record pour nos échanges bilatéraux civils qui ont pour la première fois dépassé la barre des dix milliards d'euros. Pour autant, le montant de nos exportations civiles, qui s'élève à trois milliards d'euros, n'est pas à la hauteur de notre relation - même s'il faut y ajouter nos exportations de services et de matériels militaires.

Les entreprises françaises sont présentes dans les principaux secteurs de l'économie saoudienne : eau, santé, transports, agro-alimentaire, banque-assurance, tourisme, grande distribution ; mais aussi dans le secteur de l'énergie, avec GDF-Suez qui assure 10 % de la génération électrique du Royaume, et dans la pétro-chimie, avec le partenariat entre Total et Aramco sur la plateforme SATORP, l'une des plus grandes raffineries du monde.

Au cours des deux dernières années, de nombreux contrats ont été attribués aux entreprises françaises, signe de la confiance des décideurs saoudiens dans l'excellence des technologies françaises et leur compétitivité. Je voudrais citer parmi les projets les plus emblématiques la réalisation du réseau d'autobus de Riyad par la RATP - qui gère le métro de Paris -, en partenariat avec le groupe saoudien Saptco, et 3 des 6 lignes du métro de Riyad, attribuées à Alstom.

La France est le troisième investisseur dans le Royaume avec un stock de 15,5 milliards de dollars. 80 entreprises françaises sont présentes dans le Royaume et y emploient plus de 27.000 personnes, dont 10.000 Saoudiens - ce qui représente un taux de recrutement local très supérieur à la moyenne. Beaucoup de ces entreprises sont implantées dans le Royaume depuis plusieurs décennies et continuent d'y investir sur le long terme, non seulement pour y développer leurs capacités mais aussi pour développer les compétences de leurs collaborateurs saoudiens.

Le souhait du président français - et, je le sais, celui des autorités saoudiennes - est que notre partenariat se développe dans tous les domaines. Ma visite devrait y contribuer.

- Syrie

(...)

Q - La situation en Syrie est confuse et compliquée, les solutions politiques et militaires n'aboutissent pas et Daech est aux portes de Damas : vers où se dirige la crise syrienne qui entre dans sa cinquième année, quelle est la vision de la France sur ce dossier qui est bloqué ?

R - Après quatre années d'un conflit tragique qui a causé plus de 220.000 morts et des millions de réfugiés, la solution ne peut être qu'une transition politique à Damas, même si les tentatives en ce sens n'ont pas abouti jusqu'ici.

Le régime tente de faire croire qu'il peut l'emporter militairement et qu'il constitue un rempart contre Daech. Il est en réalité affaibli. Il ne contrôle plus qu'une petite partie de son territoire. La France et l'Arabie ont un rôle à jouer pour unifier l'opposition modérée.

Bachar al-Assad ne peut être l'avenir de la Syrie. Ce serait un terreau puissant de la radicalisation et de l'essor de Daech. Seule une transition politique inclusive, rassemblant d'une part des éléments du régime, sans Bachar, et d'autre part l'opposition modérée, pourra mettre un terme au conflit et réduire durablement l'extrémisme. Cette transition devra préserver les institutions syriennes, notamment l'armée, afin d'éviter un effondrement de l'État et garantir les droits de toutes les communautés et de chacun. (...).

- Iran - nucléaire

(...)

Q - Votre visite intervient après l'accord d'étape sur le nucléaire avec l'Iran, pensez-vous que cet accord, qui n'a pas encore été signé, est rassurant pour les habitants des pays du Golfe et pour les Saoudiens en particulier ?

R - Je sais les préoccupations des habitants et des dirigeants des pays de la région. Chacun connaît mon exigence dans ce dossier : la France souhaite un accord, mais un accord solide et vérifiable, qui empêche la prolifération nucléaire et garantisse la sécurité régionale.

Un accord d'étape a été trouvé la semaine dernière à Lausanne. C'est une avancée. Il faut maintenant rechercher un accord global d'ici le 30 juin mais beaucoup de travail reste à accomplir. Le Golfe doit être exempt d'armes nucléaires. La levée des sanctions n'interviendra qu'à la condition que l'Iran mette en œuvre ses engagements, et j'ai insisté pour que cette levée soit progressive et réversible en cas de violation par l'Iran de l'accord.

Q - Vous avez déclaré sur Europe 1 que «la levée des sanctions reste une affaire très compliquée». Cela soulève beaucoup d'interrogations autour de l'accord avec l'Iran concernant l'excédent d'uranium enrichi, le stock actuel dont l'enrichissement atteint les 20% ou le régime de vérification de l'accord. Pourriez-vous nous apporter des éléments à ce sujet ?

R - La levée des sanctions est en effet une question délicate. L'Iran souhaiterait obtenir la levée immédiate et définitive de toutes les sanctions. La position de la France est différente et nous avons acté deux principes dans le cadre de l'accord d'étape : d'une part, la levée des sanctions doit être la contrepartie de la mise en œuvre, vérifiée par l'AIEA, de tous les engagements de l'Iran au titre de l'accord ; d'autre part, cette levée des sanctions doit être réversible - nous devons pouvoir les rétablir si l'Iran contrevient à l'accord. Par ailleurs, même si les sanctions du conseil de sécurité sont levées, des restrictions sur les biens et les activités sensibles devront rester en vigueur jusqu'à ce que la confiance revienne.

À Lausanne, l'Iran a pris d'autres engagements importants. Il s'est engagé à transformer la totalité de son stock restant d'uranium enrichi à 20 % et à strictement limiter son stock d'uranium faiblement enrichi : cela signifie que, pendant toute la durée de l'accord, l'Iran ne disposera pas des stocks de matières nécessaires pour les ré-enrichir rapidement à des teneurs militaires. L'Iran s'est également engagé à mettre en œuvre les instruments internationaux de vérification ainsi que des mesures supplémentaires de transparence : l'AIEA doit avoir les moyens de mener ses investigations sur les sites suspects. (...).

- Israël - Territoires palestiniens

(...)

Q - La France veut jouer un rôle actif sur le processus de paix israélo-palestinien. Vous comptez travailler à un projet de résolution au Conseil de sécurité pour relancer le processus de paix. Comment comptez-vous vous y prendre pour mettre d'accord les différents partenaires ?

R - La solution des deux États est la seule à pouvoir répondre aux aspirations des deux parties : les Palestiniens ont droit à un État démocratique, viable, souverain, vivant dans la paix aux côtés d'Israël. Or cette solution est aujourd'hui menacée, avec les progrès de la colonisation, l'absence d'horizon politique, et une situation insoutenable à Gaza après la tragédie de l'été dernier.

Notre conviction est qu'il faut faire évoluer la méthode. Nous jugeons indispensable, d'une part, de définir les paramètres d'une négociation crédible pour éviter de revenir à zéro après des décennies de négociations, et, d'autre part, de donner un calendrier aux négociations. Cela doit être le rôle du conseil de sécurité des Nations unies et nous y travaillons. Au-delà de ce cadre, il est de la responsabilité de la communauté internationale - membres

permanents du conseil de sécurité, Ligue arabe, Union européenne - d'accompagner les parties jusqu'à la conclusion de cet accord. C'était le sens de l'Initiative arabe de paix présentée par l'Arabie, qui doit rester un des piliers centraux de cet effort collectif que nous appelons de nos vœux. (...).

- Lutte contre le terrorisme - Persécution des minorités

(...)

Q - Pensez-vous que la France est en train de réaliser ses objectifs dans sa participation à la Coalition internationale contre Daech ? Pourquoi Paris fournit-il des armes aux Pechmergas pour combattre Daech et n'en fournit-il ni au gouvernement ni à l'armée irakiens ?

R - L'objectif de la France et de la Coalition internationale est clair : défaire Daech et l'empêcher de constituer un foyer durable du terrorisme international.

La France prend toute sa part aux frappes aériennes contre les positions de Daech en Irak, à la demande des autorités de Bagdad. Les frappes ont permis de stabiliser les lignes de front en Irak et en Syrie. Daech est en retrait - la récente victoire de Tikrit l'a montré -, il a perdu des milliers d'hommes et du matériel.

Pour autant, les frappes aériennes ne sont pas suffisantes et il revient aux forces locales de lutter contre Daech. C'est pourquoi la France a été le premier État étranger à fournir, avec l'accord de Bagdad, des équipements aux Peshmergas, puis, quand le gouvernement du Premier ministre Al-Abadi a pris ses fonctions, aux forces de sécurité irakiennes. La France participe également dans le cadre de la Coalition au renforcement des capacités de ces forces locales par des programmes de formation et de conseil.

Au-delà de la stratégie militaire, la lutte contre Daech passe par un règlement politique des crises. C'est pourquoi la France plaide pour la politique de réconciliation nationale du Premier ministre irakien, dont la mise en œuvre doit être amplifiée.

Q - La France prône la défense des chrétiens d'Orient alors que Daech s'attaque en premier lieu aux musulmans. Pourquoi vouloir défendre d'abord les chrétiens ?

R - Les musulmans sont les premières victimes des crimes barbares de Daech. Ces terroristes prétendent agir au nom de l'islam, mais ils en massacrent les fidèles et détruisent des mosquées. Quand la France s'engage militairement pour lutter contre le djihado-terrorisme, en Irak, au Sahel ou ailleurs, c'est en réalité d'abord les musulmans que nous protégeons.

Daech cible également certaines communautés, qui incarnent une diversité pluri-millénaire que les terroristes veulent faire disparaître. Les chrétiens d'Orient, mais aussi les Yézidis, les Turkmènes, les Kurdes, les Shabaks : tous sont menacés. Le danger, c'est celui de la

disparition de la diversité des cultures au Moyen-Orient. La communauté internationale ne doit pas l'accepter. C'est pourquoi la France a pris l'initiative d'une réunion du conseil de sécurité sur l'ensemble des minorités persécutées au Moyen-Orient - et pas uniquement les chrétiens -, que j'ai présidée le 27 mars dernier. Nous poursuivrons nos efforts, en coordination avec les gouvernements de la région, pour aider à la lutte contre Daech et pour préserver ce qui fait la richesse du Moyen-Orient. (...).

- Dérèglement climatique - COP21

(...)

Q - Paris mène des négociations complexes pour arriver à un accord sur le climat lors de la conférence qu'elle accueillera fin décembre, quel rôle peut jouer l'Arabie dans ce cadre ?

R - Je sais que l'Arabie Saoudite partage notre conviction qu'un accord universel et ambitieux est possible à Paris. Pour y parvenir, nous comptons beaucoup sur nos amis saoudiens : d'abord pour que sa contribution nationale soit à la hauteur des enjeux du sommet, ensuite pour que l'Arabie mobilise les pays qui sont proches de ses positions - je pense notamment aux autres pays producteurs de pétrole -, afin de bâtir un consensus international le plus large possible. L'Arabie Saoudite est un pays qui compte dans les négociations, et qui pourra représenter une force positive d'entraînement, en créant des liens entre pays développés et pays en développement (...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 avril 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/194509-laurent-fabius-12042015-franco-saoudiennes-syrie-nucleaire-iran